



Crise mondiale - Action mondiale

Aide-Memoire

Un fonds mondial SIDA et santé

Un investissement de plusieurs milliards de dollars pour le combat contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme sauvera des millions de personnes. Les gens qui sont déjà frappés par ces maladies pourraient vivre plus longtemps et en meilleure santé. Même les pays les plus touchés pourraient regagner le terrain perdu dans leur lutte contre la pauvreté et l'inégalité.

- A la suite d'engagements pris en juillet 2000 lors du sommet des pays du G8 à Okinawa et d'une réunion d'experts de la santé qui a eu lieu ultérieurement dans cette même ville en décembre 2000, les travaux ont effectivement commencé afin d'améliorer les perspectives de lutte contre le VIH/SIDA et les maladies infectieuses dans quatre pays. Cela a conduit à des travaux portant sur de nouveaux mécanismes financiers qui permettront d'accroître le flux des ressources vers les pays en développement. Un consensus s'est graduellement dégagé : un fonds unique – avec l'accent initial sur le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme – constituerait le meilleur point de départ.
- Un tel fonds promet d'aider à servir de levier à des engagements supplémentaires sur les plans politique et financier, à faciliter l'achat de produits et attirer de nouveaux partenaires dans le combat mené pour endiguer ces maladies.
- Les efforts vers la création du fonds ont reçu une énorme impulsion lorsque le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé à l'établissement d'un fonds mondial sur le SIDA et la santé lors du sommet de l'Organisation de l'Unité africaine à Abuja en avril 2001.
- Des semaines plus tard, au début juin 2001, des représentants de plus de 50 pays, organisations multilatérales et non gouvernementales, fondations privées et autres parties prenantes se sont réunis pour la première grande consultation sur le fonds.
- La réunion a permis d'atteindre un degré élevé de consensus, à savoir que le fonds serait axé sur le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, encouragerait une approche intégrée des trois maladies, et serait destiné au renforcement et à l'élargissement des processus de développement existants plutôt qu'à la création de nouveaux projets.
- Il est prévu que le fonds entrera en vigueur d'ici à la fin de 2001. Il sera ouvert aux contributions des gouvernements, des fondations, du secteur privé et des individus.
- Les premières contributions, totalisant plus de 400 millions de dollars, ont été annoncées par les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni, ainsi que par le Crédit Suisse, le Comité international olympique et le Secrétaire général en personne, qui a fait don du prix en liquide qui accompagne la Médaille de la Liberté de Philadelphie qu'il recevra en juillet. D'autres engagements fermes pour des sommes importantes sont attendus à

l'occasion de la Session extraordinaire des Nations Unies sur le VIH/SIDA et du sommet du G8 en juillet 2001.

- En tant que partenariat novateur entre les pays en développement, les donateurs et le système multilatéral, le fonds aura un organe directeur indépendant. Les décisions relatives aux arrangements ayant trait au secrétariat, au conseil technique et aux membres de l'organe directeur doivent être prises dans les trois mois à venir.
- Le fonds est destiné à servir de moyen de mobilisation, de gestion et de décaissement des ressources nouvelles et additionnelles. Les cibles financières précises du fonds n'ont pas encore été fixées. Il a cependant été convenu que ce dernier ne remplacerait pas les mécanismes existants de financement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme. Il n'est pas non plus destiné à supplanter les propres investissements des pays en développement pour maîtriser ces maladies.
- Lors des premières discussions, il a été convenu que le fonds serait étayé par un ensemble de principes – notamment la nécessité d'obtenir une meilleure coordination des efforts destinés à affronter les maladies, d'améliorer la transparence et la flexibilité de ces efforts, et de soutenir la prise de décision et le leadership au niveau national. L'occasion ainsi offerte de diminuer le travail exigé des gouvernements nationaux lorsqu'ils traitent avec toute une gamme de donateurs, de parvenir à une allocation plus équitable des ressources et de mettre davantage l'accent sur les résultats est également importante.